

Blanchiment et robes noires

Lors du sommet européen du 16 octobre dernier, un accord est intervenu entre le Conseil, la Commission et le Parlement sur la nouvelle directive "blanchiment".

Cette nouvelle directive élargira notamment à de nouvelles professions – dont les avocats – l'obligation de déclarations de soupçon de blanchiment.

Cette perspective ne fait pas que des heureux parmi les avocats.

Jean-Pierre Buyle, avocat spécialisé en matière bancaire, et Alain Zenner, avocat et commissaire du gouvernement adjoint au ministre des Finances nous livrent leur avis.

J.D.J. : La nouvelle directive modifie en profondeur le texte initial. Qu'apporte-t-elle essentiellement ?

Alain Zenner : Elle ne concernait, jusqu'à présent, au niveau européen, que l'argent de la drogue. A l'avenir, la directive visera toutes les infractions graves, et notamment le terrorisme, la corruption, les atteintes aux intérêts financiers de l'Union européenne et toutes formes de criminalité organisée, dont la grande fraude fiscale, ce qui était déjà le cas en Belgique.

Par ailleurs, sous la directive de 1991, seuls les établissements de crédit et les institutions financières étaient obligés de dénoncer aux autorités compétentes les opérations suspectes. Ici aussi la Belgique avait une longueur d'avance: notre législation anti-blanchiment était déjà applicable aux casinos, aux réviseurs d'entreprise, aux experts-comptables, aux conseillers fiscaux, aux agents immobiliers, aux notaires. Dorénavant ce sera aussi le cas dans l'ensemble de l'Union européenne. Et on y a ajouté les avocats et les marchands d'articles de grande valeur, tels que pierres et métaux précieux ou oeuvres d'art.

J.D.J. : C'est sur la question de l'application aux avocats que les difficultés ont été les plus grandes ?

A.Z. : L'expérience a démontré que, ne pouvant plus recourir aux secteurs financier ou immobilier, les blanchisseurs utilisaient d'autres intermédiaires, dont certains avocats véreux. D'où la volonté, avec l'accord de la Commission consultative des barreaux européens, d'appliquer la directive à leurs membres lorsque, allant au-delà de leurs activités traditionnelles, ils s'engagent dans des activités analogues à ceux de ces secteurs. Tel est le cas lorsqu'ils opèrent au nom de leur client dans toute transaction financière ou immobilière. Ou encore, plus simplement, lorsqu'ils les assistent dans un certain nombre d'opérations sensibles dans ces domaines.

Ceci dit, on ne pouvait mettre en péril le droit des justiciables à être adéquatement défendus. Il n'y a jamais eu de problème pour exclure les avocats du champ d'application de la directive lorsqu'ils défendent leur client en justice. Mais le débat a porté sur la question du conseil juridique, qui est en quelque sorte le prolongement naturel de la défense en justice. Finalement, dans ce contexte, le secret professionnel restera préservé, sauf lorsque l'avocat sait que le client sollicite son conseil en vue de commettre des actes de blanchiment.

J.D.J. : Quelles sont plus précisément les 'opérations sensibles' pour lesquelles les avocats seront soumis à l'obligation de dénonciation de soupçons de blanchiment ?

A.Z. : L'article 2bis oblige les Etats membres à étendre l'application de la directive aux «notaires et autres membres de professions juridiques indépendantes, lorsqu'ils participent:

1. en assistant leur client dans la préparation ou la réalisation de transactions concernant:

- l'achat et la vente de biens immeubles ou d'entreprises commerciales;
- la gestion de fonds, de titres ou d'autres actifs, appartenant au client;
- l'ouverture ou la gestion de comptes bancaires ou d'épargne ou de portefeuilles;
- l'organisation des apports nécessaires à la constitution, à la gestion ou à la direction de sociétés;
- la constitution, la gestion ou la direction de fiducies, de sociétés ou de structures similaires;

2. ou en agissant au nom de leur client et pour le compte de celui-ci dans toute transaction financière ou immobilière».

J.D.J. : Et comment ont été libellés les exceptions relatives à la défense en justice et au conseil juridique ?

A.Z. : En vertu de l'article 6, 3), paragraphe 2, les Etats membres ne sont pas tenus d'imposer les obligations de dénonciation d'indices «aux notaires, aux membres des professions juridiques indépendantes, aux commissaires aux comptes, aux experts-comptables externes et aux conseillers fiscaux pour ce qui concerne les informations reçues d'un de leurs clients ou obtenues sur un de leurs clients, lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations soient reçues ou obtenues avant pendant ou après cette procédure».

Pour mieux comprendre le texte, il faut savoir que les dispositions normatives de la nouvelle directive sont précédées d'un ensemble de considérants énoncés à leur appui ou pour en clarifier la portée et se rapporter au considérant 16. Celui-ci a été le principal objet du compromis et le texte sur lequel l'accord s'est finalement fait est le suivant :

«... Dans le cas où les membres des professions indépendantes fournissant des conseils juridiques, légalement reconnus et contrôlés, comme par exemple les avocats, évaluent la situation juridique d'un client ou représentent un client dans une procédure judiciaire, il ne serait pas approprié que la directive impose à ces professions juridiques, dans le respect de leurs activités, une obligation de communiquer des soupçons en matière de blanchiment de capitaux. Il y a lieu d'exonérer de toute obligation de déclaration les informations obtenues avant pendant et après une procédure judiciaire ou lors de l'évaluation de la situation juridique d'un client. Par conséquent, le conseil juridique reste soumis à l'obligation de secret sauf si le conseiller juridique prend part aux activités de blanchiment si le conseil juridique est fourni en vue de commettre des actes de blanchiment ou si 1 avocat sait que le client sollicite son conseil en vue de commettre des actes de blanchiment, ou si l'avocat sait que le client sollicite son conseil en vue de commettre des actes de blanchiment ».